

et avait parcouru la contrée où l'on projetait de faire passer un chemin de fer qui reliait la capitale au tronçon déjà établi dans les Terres-Chaudes.

Ce voyage ressembla aux voyages précédents. Le souverain s'arrêtait dans toutes les localités où des monuments, des souvenirs historiques, attiraient son attention de lettré et de poète. Il visita les pyramides de Teotihuacan à Tlascala ; il parcourut avec émotion l'ancien palais de Fernand Cortez et l'église où avaient eu lieu les premiers baptêmes d'Indiens.

Il rencontra sur sa route le même enthousiasme que précédemment, officiel chez les Mexicains, spontané et sincère chez les pauvres Indiens.

Le 1^{er} mai, il s'installait, à une demi-lieue d'Orizaba, dans l'hacienda de Jalapilla, où il comptait se reposer quelques jours.

Le général de Thun l'avait un instant escorté, pendant la route, avec une troupe de cavalerie autrichienne. Est-ce à cette rencontre qu'est due l'inspiration — assez malencontreuse — qui lui dicta la lettre qu'il adressa au maréchal Bazaine, le 5 mai (date malheureuse, en ce qu'elle rappelait le souvenir de notre premier insuccès devant Puebla) ?

Mon cher Maréchal,

Partageant l'opinion de Votre Excellence qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et *n'ayant pas trouvé un général français ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger*, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun.

La première décision à prendre est la réunion des for-

ces nécessaires pour former une brigade : j'invite Votre Excellence à donner des ordres pour que les corps ci-après nommés se rendent à Puebla, endroit que je désigne pour l'organisation, etc.

Le maréchal avait tout lieu d'être surpris d'une telle missive. L'Empereur oubliait-il ou ne voulait-il pas se souvenir que parmi les généraux français il n'avait au contraire que l'embarras du choix ? Plusieurs noms avaient été mis en avant, et le général de brigade L'Hériller, qu'on lui avait tout particulièrement désigné, était prêt à accepter la mission d'organiser l'armée mexicaine. Bien plus, l'autorisation de le placer hors cadres avait déjà été demandée au gouvernement français : elle arriva au Mexique peu de temps après la lettre de Maximilien.

Le maréchal se hâta de porter le fait à la connaissance de l'Empereur, et de lui fournir un projet qui lui permit de revenir sur sa décision sans blesser le général de Thun :

Une dépêche de S. Exc. le maréchal ministre de la Guerre m'a fait savoir que M. le général L'Hériller était mis à la disposition de Votre Majesté pour l'organisation de l'armée mexicaine. J'ai fait connaître à M. le général L'Hériller la décision qui le concerne. Quant à l'emploi à donner à cet officier général, pour le mettre à même de remplir sa mission, j'ai l'honneur de proposer à V. M. la solution suivante :

Donner à M. le général L'Hériller le commandement de la 2^e division territoriale, dont le chef-lieu est à Puebla : il y continuerait l'œuvre commencée par le général comte de Thun, et je constituerais à Puebla une garnison française.

M, le général de Thun prendrait le commandement de la 1^{re} division, et en même temps il serait placé à la tête du 3^e grand commandement, dont le chef-lieu serait à Morelia. Il y aurait dans cette dernière disposition une économie à faire, en supprimant un état-major divisionnaire.

La pensée du maréchal se devine : il offrait ainsi à Maximilien l'occasion de mettre à la tête de la future armée mexicaine un chef qui avait fait ses preuves, et en même temps d'éloigner de Puebla les Autrichiens, qui, ainsi qu'on l'a vu, y avaient été fort mal accueillis et n'y étaient pas devenus populaires. Mais l'Empereur était résolu à ne pas utiliser les services d'un général français : il ne fut fait aucune réponse à la communication du maréchal.

L'influence à laquelle obéissait Maximilien était toujours prépondérante dans la personne de M. Éloin, qui ne quittait point le souverain, et dans celle de la plupart des ministres. Il y avait cependant cette différence entre ceux-ci et celui-là : c'est que, tout en causant le plus grand mal à l'empire, M. Éloin ne détestait que les Français, tandis que les ministres n'étaient même point ralliés sincèrement à la cause de Maximilien. L'un des plus hostiles était sans contredit M. Cortes Esparza. L'Empereur se décida enfin à le remplacer par M. Esteva, honnête homme, du parti libéral modéré, et étranger jusqu'à ce jour à l'administration ; mais il ne fallut pas moins que toute l'énergie du maréchal pour en arriver là.

On a peine à se faire une idée de ce qu'était l'administration civile de l'empire, même à ce moment-là, après plus d'un an de règne. Des préfets, les uns

manquaient de courage, et se contentaient de se soustraire aux responsabilités, comme ceux de San-Luis-de-Potosi, de Victoria, de Saltillo, de Matamoros, qui avaient abandonné leur poste « par peur des événements qu'ils pressentaient » ; les autres trahissaient ouvertement le gouvernement, comme le préfet de Toluca, qui avait permis qu'on fêtât publiquement l'anniversaire du 5 mai ; comme le préfet de Tlalpan, qui recevait chez lui des démagogues, et, dans ses propres salons, les voyait, sans s'y opposer, pousser des *vivat* en l'honneur des dissidents ; comme le préfet de Cuernavaca, fils d'ailleurs du chef dissident de l'état de Guerrero, qui quittait fréquemment sa préfecture pour se rendre à des conciliabules de révolutionnaires ; comme le préfet de Guanajuato, qui était resté l'ami et l'agent de Doblado!...

Sur ce dernier point, le maréchal Bazaine exerçait une surveillance particulière. Le colonel Jeanningros l'ayant averti que d'anciens officiers de Doblado étaient récemment arrivés à Guanajuato et à Leon comme commandants militaires, et que tout s'y préparait pour un soulèvement, il prit un parti décisif : il donna l'ordre à la petite troupe française qui gardait la ville de quitter cette place. Il en informa l'Empereur, ajoutant qu'il se verrait contraint d'agir de même dans toutes les localités où il ne rencontrerait pas un concours loyal de la part des autorités politiques et administratives.

L'Empereur comprit, et sacrifia M. Cortes Esparza. Par malheur, quels que fussent la bonne volonté et le zèle de son successeur, il était difficile de changer en un jour tant de fonctionnaires, moins facile encore

de leur trouver des successeurs plus énergiques ou plus fidèles.

Avant de quitter le ministère, M. Cortes Esparza avait pris une mesure des plus nuisibles : il avait fait rapporter le décret, promulgué par la Régence le 25 février 1861, interdisant les jeux de hasard. En vain le commandant en chef présenta-t-il quelques observations à l'Impératrice-Régente, le *monte* (roulette) fleurit plus que jamais, engloutissant la solde de quelques-uns des officiers français et le salaire des pauvres diables.

Ces fautes du gouvernement impérial n'échappaient point au maréchal Bazaine, non plus que leurs conséquences :

L'Empereur Maximilien, écrivait-il dans son rapport du 10 mai, ne rencontre que des ovations dans l'excursion qu'il fait actuellement, *et cependant on est bien obligé d'avouer que l'empire est aujourd'hui bien moins populaire qu'il ne l'était à son début*, et j'ai déjà eu l'honneur d'en signaler les causes à Votre Excellence. Elles tiennent :

1° Au brusque changement de politique qui a fait choisir les conseillers de Sa Majesté dans un parti qui n'est pas sincèrement rallié, désaffectionnant ainsi ceux mêmes qui avaient travaillé à l'établissement de l'empire ;

2° Au malaise produit par une longue attente d'une impulsion gouvernementale fonctionnant régulièrement et sortant enfin des théories pour passer à la pratique ;

3° A la pénurie du Trésor, qui a fait mettre de côté et jeter dans la misère beaucoup d'officiers de l'armée ;

4° Enfin à la révision des biens nationalisés, mesure qui reste toujours très impopulaire.

Cette impopularité de l'empire avait causé des dé-

ceptions parmi les partisans de l'intervention française : de là s'était formée une opinion nouvelle chez certains d'entre eux. Le maréchal y fait allusion dans son rapport du 28 mai.

Les partis qui restent en présence sont le démagogique et celui que j'ai appelé conservateur libéral, parti qui veut l'ordre et la paix, et que composent les grands propriétaires fonciers, des libéraux modérés amis de leur pays et presque tous les anciens cléricaux. Ce dernier parti est dans une inquiétude extrême, qui s'est augmentée depuis les derniers événements d'Amérique. Aussi ses membres se comptent-ils et forment-ils un faisceau dont la force s'augmente en proportion de la faiblesse du gouvernement et du danger que peut créer l'apathie apparente qui préside aux destinées du pays et au choix des agents du pouvoir exécutif.

J'ai reçu à cet égard des confidences qui émanent d'une source qui ne me permet point de doute, et, plutôt que de subir le joug américain, auquel tend le parti démagogique, les conservateurs n'hésiteraient pas à se donner au bras qui les a soutenus et sur lequel ils basent toutes leurs espérances d'avenir : *c'est une annexion à la France ou tout au moins un protectorat sous sa forme la plus absolue, que le parti conservateur est décidé à proposer le jour où, par suite d'événements qui ne sont point improbables, le souverain que l'intervention a donné au pays viendrait à lui manquer.*

Ce parti est nouveau, nombreux, puissant, riche, et puise sa force et son droit dans l'amour sincère du pays et de sa nationalité ; il prend la dénomination de parti impérialiste, dans l'espoir que l'Empereur cherchera dans son sein les membres d'une administration qui pourra sauver le pays.

Si une opinion longtemps dominante, et aujourd'hui

d'hui encore très persistante, n'avait attribué au maréchal Bazaine la pensée de se substituer à Maximilien, dans la prévision des « événements non improbables » dont parle ce rapport, il n'y aurait là qu'une information ordinaire, analogue à celles que contenaient les autres rapports, et peut-être l'aurions-nous passée sous silence. Il était en effet fort naturel que les gens qui avaient appelé l'archiduc Maximilien au Mexique, et qui s'étaient employés à l'établissement de l'empire, vissent avec anxiété le peu de solidité du nouveau régime ; et, comme ils se savaient compromis et se sentaient, en cas de triomphe des Juaristes, exposés à des représailles terribles, le désir du salut leur faisait chercher un moyen quelconque d'éviter une aussi terrible perspective. De là à souhaiter le protectorat de la France et à désirer que les baïonnettes françaises, qu'ils voyaient quotidiennement à l'œuvre, continuassent vis-à-vis d'eux leurs bons offices, il n'y avait qu'un pas : quoi d'étonnant à ce qu'ils l'eussent franchi ?

Quant au maréchal, eut-il l'ambition qu'on lui a prêtée ? Pour l'affirmer comme pour le nier, il faudrait avoir connu sa pensée, et personne ne s'en peut vanter. D'ailleurs, la question est oiseuse : nul n'est responsable de ses pensées secrètes, si ce n'est devant sa conscience. On ne doit compte que de ses actes à sa patrie d'abord, à l'histoire ensuite. Or, on verra que, placé dans des circonstances qui lui donnaient une liberté d'action presque illimitée, le maréchal ne chercha jamais à prendre pour lui un pouvoir dont, plus que qui ce soit, il connaissait les ennuis, les difficultés, le néant.

Si toutefois, en admettant l'impossible, cette information envoyée à Paris avait eu pour but de tâter l'opinion du gouvernement français, la réponse qu'il en reçut ne fut point de nature à l'encourager :

Je reviens encore au contenu du dernier rapport politique, lui écrivait le ministre de la Guerre, en ce qui concerne les aspirations d'un certain parti que vous signalez et qui ne tendraient à rien moins qu'à réclamer dans certaines éventualités le protectorat de la France. Si ces tendances prenaient quelque consistance, *je dois vous déclarer que vous devriez les repousser de la manière la plus péremptoire, car, à aucun titre et dans quelques circonstances que ce fût, une pareille combinaison ne saurait être admise ou seulement entrevue : elle serait également en opposition formelle avec les intérêts de la France et les intentions de S. M.* Je n'ai pas besoin de m'étendre plus longuement sur ce sujet, que votre haute raison ne saurait d'ailleurs admettre un seul instant.

Les rapports envoyés par le maréchal Bazaine étaient l'objet d'un examen fort attentif à Paris, et, pour le prouver, il suffira de citer un autre passage de cette même lettre, qui est une de celles que le maréchal Randon prenait la peine d'écrire en entier de sa main, comme toutes les fois d'ailleurs qu'il avait à faire au maréchal Bazaine des communications confidentielles :

Il est une chose qui a frappé l'Empereur, auquel je soumetts la lecture de vos dépêches : c'est la nuance qui existe presque constamment entre les appréciations pour l'avenir du Mexique qui ressortent soit de votre rapport politique, soit de votre correspondance particulière ou

de vos documents militaires. Sans doute, ne traitant pas des mêmes sujets, ils doivent contenir d'autres appréciations; mais même en tenant compte de ces nuances, on est étonné des impressions différentes qui résultent de la comparaison entre ces pièces. *Assurément si votre rapport politique parvenait seul on désespérerait de l'avenir du Mexique, et ce que nous aurions de mieux à faire ce serait de décamper au plus vite. Heureusement que vos lettres particulières et vos rapports militaires donnent de meilleures espérances.* Sans entrer dans de plus grands détails qui mettraient plus en évidence les appréciations auxquelles je viens de me livrer, je suis conduit à vous faire cette simple observation, à savoir si la personne qui rédige les rapports politiques s'inspire véritablement de vos propres impressions, ou si elle n'obéit pas plutôt à celles qui lui sont particulières, et qui, en général, ne sont favorables ni aux hommes ni aux choses du Mexique.

Qu'on sache d'abord que personne autre que le maréchal ne rédigeait les rapports politiques non plus que les rapports militaires. Les premiers étaient faits à son cabinet, souvent sous sa dictée, souvent sur une minute de lui, d'après les rapports que lui adressaient les généraux et les officiers supérieurs commandant dans les provinces, en conformité de la circulaire du 3 juin 1864; les seconds étaient rédigés à l'État-Major d'après les mêmes procédés. Jamais aucune pièce ne fut expédiée à Paris sans avoir été lue par le commandant en chef.

D'où venaient alors les contradictions qui parfois se rencontraient dans ces deux sortes de correspondances? L'explication n'est pas difficile, et le ministre de la Guerre la pressentait déjà en constatant qu'elles ne traitaient pas des mêmes sujets.

En effet, le rôle de notre représentant militaire auprès du nouvel empire était double: d'une part, tout d'action en ce qui concernait les opérations militaires; d'autre part, tout de surveillance en ce qui concernait la direction administrative donnée par le gouvernement impérial. Or, notre armée se montrait à la hauteur de sa tâche, et dans toutes les opérations où l'on recourait à sa bravoure le succès récompensait ses efforts: de là l'optimisme des rapports militaires. Au contraire, — et le lecteur en sait déjà assez par ce qu'il connaît de cette histoire, — tout ce qui touchait à l'administration, aux finances, aux services de l'empire, était ou mal conçu ou mal exécuté: de là le pessimisme des rapports politiques.

Quant à la correspondance particulière du maréchal qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'elle reflétât la pensée du chef toujours victorieux jusqu'ici et qui ne pouvait admettre qu'un gouvernement appuyé par nos armes ne réussit point à s'implanter dans un pays fatigué de troubles et n'aspirant qu'à la tranquillité?

Un passage du rapport du maréchal Bazaine (28 juin), qui partait de Mexico à la même date que de Paris partait la lettre du ministre de la Guerre, vient corroborer ces appréciations d'une façon tellement nette qu'il est bon de le citer ici, en forme de conclusion:

La situation générale de l'empire tend donc, en résumé, à s'améliorer, *tant par suite des nouvelles rassurantes venues de l'extérieur que par suite des progrès journaliers de nos colonnes.*

Le côté faible de l'état actuel de choses tient toujours à la direction imprimée par le Souverain...

Nous avons traité longuement cette question parce qu'aussi bien fallait-il l'exposer une bonne fois. Ceci fait, reprenons le récit.

L'Empereur avait quitté Orizaba dans les premiers jours de juin, mais il ne rentra que le 24 à Mexico, une indisposition l'ayant retenu dix-sept jours à Puebla. Bien que rétabli, il portait les traces visibles du mauvais état de sa santé, et l'altération de ses traits fit impression sur toute la population.

Il arrivait à temps pour assister à un événement intime que la situation du principal personnage égalait à un événement politique.

Le maréchal Bazaine épousait une Mexicaine, mademoiselle Josefa Pena y Azcarate.

L'usage du pays voulant que le marié fût assisté d'un parrain, et la mariée d'une marraine, l'Empereur et l'Impératrice s'offrirent pour ces fonctions. La cérémonie eut lieu dans la chapelle du palais impérial avec une grande solennité.

L'Archevêque de Mexico donna lui-même la bénédiction nuptiale aux deux époux. Un déjeuner suivit, à la fin duquel l'Empereur porta ce toast :

— Buvons à la santé de notre cher Maréchal et de madame Bazaine ! Que Dieu bénisse leur union !

L'Impératrice Charlotte se leva ensuite, et alla embrasser la jeune maréchale.

A moins de supposer une bien profonde dissimulation chez Maximilien et Charlotte, il faut convenir que ces démonstrations cordiales, affectueuses même, prouvaient que les nuages passagers survenus entre l'Empereur et le commandant en chef n'avaient au fond altéré en rien l'estime qu'ils se devaient l'un à l'autre.

Bien plus, Maximilien chercha un moyen de témoigner aux nouveaux mariés sa sympathie et sa munificence. Craignant que le maréchal ne lui opposât quelque refus, il tourna la difficulté de la façon la plus délicate et la plus habile.

Mon cher maréchal Bazaine,

Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle aussi bien que de reconnaissance pour les services que vous avez rendus à notre patrie, et profitant pour cela de l'occasion de votre mariage, nous donnons à la maréchale le palais de *Buena-Vista*¹, y compris le jardin et les meubles, sous la réserve que, le jour où vous retourneriez en Europe, ou si pour quelque autre motif vous ne vouliez pas conserver la possession de ce palais pour la maréchale, la nation vous le reprendra ; et, dans ce cas, le gouvernement s'engage à donner comme dot à la maréchale la somme de cent mille piastres.

Votre affectionné.

MAXIMILIEN.

Que les amis du Mexique se rassurent, cette munificence de son souverain ne le ruina pas plus qu'elle n'enrichit le maréchal Bazaine : conformément à la lettre impériale, la nation reprit le palais, mais jamais elle ne donna les cent mille piastres. En bonne justice, d'ailleurs, les devait-elle ?

Sur ces entrefaites, Maximilien reçut une nouvelle qui lui causa la plus vive satisfaction : un second emprunt mexicain venait d'être souscrit à Paris. C'é-

1. Le palais de *Buena-Vista*, appartenant à M. Suarez, était loué par la ville de Mexico 60,000 francs par an, et servait d'habitation au maréchal.

taut pour son gouvernement le seul moyen de parer à quelques-uns de ses embarras présents, aux dépens de l'avenir, il est vrai; mais ni lui ni son entourage ne paraissaient s'en effrayer, ni même s'en préoccuper.

Le ministre des Finances annonçait au maréchal la chose en ces termes :

L'emprunt a été souscrit, et, quoique les banquiers fussent personnellement engagés, il est heureux de voir que 70,000 preneurs sont entrés dans cette opération.

Quelques jours plus tard, elle eût échoué devant le public, à cause de la prise de Richmond, de la reddition de Lee et de l'assassinat du président Lincoln.

L'opposition en France jettera probablement feu et flammes à l'occasion de cet emprunt, et elle en attaquera les conditions; mais il ne faut pas attacher trop d'importance à ces attaques, qui sont toujours dictées par les mêmes sentiments d'hostilité contre l'expédition du Mexique. Cette impression s'atténuera d'ailleurs par les mesures habiles et énergiques que vous prenez et qui hâteront la pacification du pays.

Le gouvernement du Mexique recevra de l'emprunt des ressources relativement considérables; mais il ne saurait les ménager avec trop d'économie, car *des efforts de la nature de ceux qui viennent d'être faits ne peuvent se renouveler de longtemps.*

Agréez, etc.

ACHILLE FOULD.

Dans une publication intitulée *RÉVÉLATIONS SUR L'OCCUPATION FRANÇAISE AU MEXIQUE au point de vue financier*, et faite par ordre du gouvernement constitutionnel de la République, on blâme naturellement la France

et l'Empereur Maximilien d'avoir imposé de telles charges au pauvre Mexique, d'autant, disait-on, que grâce aux conditions de l'emprunt, aux commissions promises, au taux de l'intérêt, aux primes de remboursement, aux lots attachés à chaque tirage; le Trésor mexicain était débité de 250 millions, alors qu'il ne devait guère toucher que 96 à 97 millions.

On comprendrait ce blâme et cette sollicitude si le gouvernement constitutionnel de la République avait eu un seul instant la pensée de reconnaître cette dette; mais comme il n'en était rien, et que jamais le Trésor mexicain ne paya un sou de cet emprunt, pas plus que des autres contractés sous Maximilien, il eût été plus naturel au gouvernement constitutionnel de se féliciter que le Mexique eût bénéficié de 96 à 97 millions, la perte des millions versés incombant tout entière aux souscripteurs, à ces 70,000 malheureux que M. Fould se réjouissait imprudemment d'avoir vu prendre la place des banquiers soumissionnaires.

Parmi ces souscripteurs, y eut-il des Mexicains? Bien peu s'il faut en croire le rapport officiel du commandant en chef: pas une souscription mexicaine ne fut enregistrée par le trésor de notre armée, et, si l'on souscrivit chez les banquiers, ce fut en si petite quantité qu'on ne s'en aperçut pas.

En cette occasion c'était encore la France qui donnait son argent, comme elle donnait son sang. On peut dire qu'elle plaçait l'un et l'autre à fonds perdus.